



**Mercredi 5 décembre 1956,
à 10 h. 50**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 26 de l'ordre du jour:

Programmes d'assistance technique (*suite*):

a) Rapport du Conseil économique et social (*suite*)... 37

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes d'assistance technique (*suite*):

**a) Rapport du Conseil économique et social
(A/3154, A/C.2/189 et Add.1, A/C.2/L.283,
A/C.2/L.284 et Corr.1, A/C.2/L.285) [*suite*]**

1. M. BENN (Australie) estime que le succès croissant du Programme élargi d'assistance technique s'explique en grande partie par le bon fonctionnement du système des programmes nationaux, qui est fondé, à juste titre, sur le principe qu'il appartient à chaque pays bénéficiaire de fixer un ordre de priorité pour les différents types de programmes et de déterminer l'orientation générale de son développement économique. Ce système paraît fonctionner sans heurts et permet aux pays bénéficiaires de tirer de chaque projet entrepris le maximum d'avantages. La mise en place, dans de nombreux pays bénéficiaires, d'organismes centraux de coordination ainsi que l'emploi avisé et souple du Fonds pour les cas d'urgence ont contribué au bon fonctionnement du système. M. Benn estime, comme le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique (BAT), que les dispositions relatives au Fonds de roulement et de réserve devraient permettre, comme par le passé, d'utiliser de manière souple le Fonds pour les cas d'urgence.

2. D'après le paragraphe 18 du huitième rapport du BAT (E/2842-E/TAC/REP/66), certains gouvernements souhaiteraient qu'une part accrue des fonds de l'assistance fût consacrée à l'achat de matériel et de fournitures. De l'avis de la délégation australienne, il ne faut jamais perdre de vue la distinction entre l'assistance technique et l'aide économique. Pour exécuter un programme d'assistance technique, on a, il est vrai, besoin d'une certaine quantité de matériel de démonstration, mais il n'est pas toujours facile de distinguer entre le matériel nécessaire à l'assistance technique et les biens d'équipement. En cas de doute, il faut tenir compte, avant tout, des besoins réels du pays bénéficiaire.

3. Il est satisfaisant de constater qu'en 1955 l'Asie a bénéficié, dans une proportion accrue, par rapport aux années précédentes, des ressources du Programme élargi. D'autres régions du monde ont, certes, droit à une aide importante, mais les besoins de l'Asie sont les plus grands.

4. Le rapport intitulé *Perspectives d'avenir* (E/2885-E/TAC/49) — c'est là sa conclusion la plus importante

— amène à prévoir, au cours des prochaines années, une augmentation graduelle, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 50 millions de dollars, des fonds mis à la disposition du Programme élargi. Toutefois, il y a lieu d'être circonspect si l'on ne veut pas s'exposer à une déception. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui, jusqu'à présent, ont fourni le gros des ressources financières; cependant, M. Benn se demande si l'on est bien autorisé à compter sur une augmentation de la contribution des Etats-Unis ou même sur son maintien au niveau actuel, puisqu'en vertu d'une disposition législative récemment adoptée la contribution des Etats-Unis pour 1958 serait limitée à un tiers du total. On ne peut pas non plus être certain que d'autres pays qui fournissent des sommes importantes augmenteront sensiblement leurs contributions. Le représentant de l'Australie ne peut guère prévoir pour le proche avenir un accroissement important de la contribution de son pays. Il n'éprouve aucune gêne à le dire, attendu que les contributions de l'Australie ont déjà atteint un chiffre élevé et ce pays a prouvé en outre, à maintes occasions, qu'il accordait tout son appui au Programme élargi.

5. Le problème de l'utilisation des monnaies s'est posé parce que certaines devises ne sont ni convertibles ni, semble-t-il, utilisables, si ce n'est en vertu d'accords bilatéraux entre le pays donateur et le pays bénéficiaire. Lorsque le Conseil économique et social a discuté de cette question, la délégation australienne a signalé qu'il serait assez dangereux d'exiger une stricte convertibilité. Il faudrait préserver, dans toute la mesure du possible, le caractère entièrement volontaire des contributions et le droit des pays donateurs d'en fixer eux-mêmes la forme. Les dispositions prévues dans la résolution 623 B III (XXII) ne semblent pas prêter à critique puisqu'elles ne diminuent pas sensiblement la liberté d'action des pays donateurs en ce qui concerne leurs contributions; toutefois, le représentant de l'Australie n'est pas absolument convaincu que ces dispositions permettraient de résoudre le problème des monnaies difficilement convertibles, puisqu'en dernière analyse, les gouvernements donateurs resteraient absolument libres de décider de la convertibilité de leurs contributions. L'Assemblée générale devrait s'attacher à mettre au point des méthodes meilleures qui permettraient d'utiliser des monnaies difficilement convertibles sans porter atteinte au caractère multilatéral du Programme. On peut espérer atténuer la gravité de ce problème en obtenant, par voie de négociation, de plusieurs gouvernements donateurs, qu'une partie raisonnable de leur contribution soit versée en monnaies convertibles. La déclaration du représentant de l'Union soviétique est encourageante à cet égard, puisqu'elle laisse prévoir que l'Union soviétique pourrait être prête à négocier en vue de verser en monnaie convertible 25 pour 100 de sa contribution.

6. Il y a lieu de féliciter le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique (AAT) des

progrès continus du programme ordinaire. S'il est vrai que les ressources limitées dont on dispose pour le programme ordinaire ne permettent de satisfaire qu'une faible partie des besoins des Etats bénéficiaires, ce programme, grâce à une judicieuse répartition des fonds, sert néanmoins le développement économique des pays qui reçoivent une assistance. M. Benn espère qu'avec le temps on pourra disposer de fonds accrus pour ce programme.

7. Tout en reconnaissant qu'une administration publique efficace constitue un élément essentiel du développement économique de chaque pays, la délégation australienne estime inopportun d'affecter une part accrue des fonds à la formation en matière d'administration publique au détriment des projets d'assistance dans le domaine du développement économique et des services sociaux, projets qui présentent, pour les pays sous-développés, un intérêt plus immédiat et plus tangible.

8. D'après le document A/C.2/189/Add.1, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aurait recommandé de réduire de 100.000 dollars les crédits demandés au titre de l'assistance technique en matière d'administration publique. Or, M. Benn n'a pas eu connaissance d'une telle recommandation du Comité consultatif.

9. En outre, la demande du Secrétaire général (A/C.2/189 et Add.1), concernant les moyens de financer des services demandés par le Conseil économique et social, a été soumise à la Deuxième Commission alors qu'en réalité c'est la Cinquième Commission qui doit être saisie d'une telle question. Il est regrettable que le Secrétaire général, devant le rapport du Comité consultatif, n'ait pas indiqué les raisons qui ont motivé les recommandations du Comité consultatif. Vraisemblablement, le Comité consultatif s'est inspiré de diverses considérations d'ordre budgétaire telles que l'ordre de priorité entre les diverses activités que le Secrétariat est invité à entreprendre ou la possibilité d'effectuer à moindres frais les travaux demandés. La Cinquième Commission examinera certainement ces questions à fond. Pour l'instant, personne ne semble avoir mis en cause la décision qu'a prise le Conseil d'accroître l'assistance technique en matière d'administration publique. Il semble donc que la question n'appelle pas d'autres observations de la Deuxième Commission.

10. M. Benn approuve entièrement le projet de résolution (A/C.2/L.284 et Corr.1) qui recommande d'ajouter quatre nouveaux membres au Comité de l'assistance technique (CAT). Comme la composition du Conseil répond avant tout à des considérations géographiques, il se peut qu'elle ne permette pas toujours d'assurer au CAT une représentation satisfaisante des pays donateurs et des pays bénéficiaires de l'assistance technique. Cette difficulté deviendra moindre si le projet de résolution est adopté.

11. M. KEENLEYSIDE (Directeur général de l'Administration de l'assistance technique) dit qu'il faut lui imputer le fait que les documents mentionnés par le représentant de l'Australie n'ont pas été publiés dans l'ordre chronologique. Le document A/C.2/189 a été rédigé pour répondre à la demande du Conseil qui, au paragraphe 2 de sa résolution 623 A II (XXII), avait prié le Secrétaire général de réunir, avant la onzième session de l'Assemblée générale, une documentation complète à l'appui de sa demande de fonds supplémentaires. Le Comité consultatif a tenu compte de ce document. Il a plus tard fait savoir qu'au cas où l'Assemblée générale déciderait d'accorder des

crédits supplémentaires, il recommanderait que le montant de ces crédits soit de 200.000 dollars et non de 300.000 dollars comme l'avait demandé le Secrétaire général.

12. Or, le Secrétaire général persiste à penser que le montant primitivement demandé est nécessaire et ne devrait pas être réduit. En conséquence, le Secrétariat a rédigé le document A/C.2/189/Add.1, en pensant que les recommandations du Comité consultatif seraient publiées incessamment. Au surplus, certaines délégations souhaitent connaître la réaction du Secrétaire général à l'égard de la décision du Comité consultatif, qui était connue de tous. La réponse du Secrétaire général a été distribuée le 21 novembre 1956. Bien que l'ordre chronologique normal n'ait pas été respecté, la distribution de l'additif à cette date a permis aux représentants de prendre connaissance du changement dans les prévisions et d'être informés que l'AAT avait pris note des suggestions concernant l'emploi des fonds supplémentaires. La Deuxième Commission a été saisie de cet additif parce qu'il était prévu qu'elle examinerait la question avant la Cinquième Commission. Ce document, accompagné des additions appropriées, sera communiqué ultérieurement aux membres de la Cinquième Commission.

13. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement continue d'appuyer chaleureusement et en tous points le Programme élargi. Si l'on tient compte des multiples engagements du Royaume-Uni tant sur le plan national que sur le plan international, on ne peut manquer de reconnaître que la contribution financière de ce pays est généreuse. En outre, le Royaume-Uni met à la disposition d'autres pays un grand nombre d'experts qui contribuent à leur développement économique et social et il accueille, au surplus, des boursiers, venant de toutes les régions du monde, qui désirent faire des études ou acquérir une expérience pratique.

14. De toute évidence, le Programme élargi, après les difficultés et les incertitudes des premières années, est en bonne voie et n'a cessé de se développer au cours des trois dernières années. Comme l'a montré le Président-Directeur du BAT, le Programme a pu gagner en ampleur parce que le montant des contributions a constamment augmenté et parce que, de plus en plus souvent, les versements sont effectués aux dates prévues, fait qui, le Gouvernement du Royaume-Uni l'a toujours souligné, présente une grande importance.

15. Il est satisfaisant de constater que l'on a pu, dans une proportion croissante, faire bénéficier du Programme élargi des pays qui ont récemment obtenu leur indépendance ou sont sur le point d'y accéder, ce qui montre bien que le Programme est suffisamment souple pour pouvoir répondre à des besoins nouveaux. Sir Alec Randall se fait l'interprète de son gouvernement qui est reconnaissant à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de l'importante assistance technique qu'elles continuent de fournir aux territoires qu'administre le Royaume-Uni et dont certains s'apprentent à accéder à l'indépendance dans un proche avenir.

16. Le système des programmes nationaux fait ses preuves. Les gouvernements et les organisations participantes se sont instruits par l'expérience et ont dissipé un grand nombre des malentendus qui avaient surgi lorsque ce système a commencé à fonctionner. On devrait, dans l'immédiat, continuer à appliquer

cette méthode sans y apporter des modifications sensibles.

17. Comme l'a montré le Président-Directeur du BAT, les modifications concernant l'utilisation du Fonds de roulement et de réserve qui ont été proposées par le Conseil devraient permettre de faire appel au Fonds non plus seulement en cas de situation critique, mais aussi pour faire face à des besoins courants. Le représentant du Royaume-Uni espère que la Commission et l'Assemblée générale approuveront à l'unanimité la résolution 623 B II (XXII) du Conseil.

18. En ce qui concerne l'examen critique du Programme élargi, il serait inopportun et inutile d'entreprendre des études compliquées et coûteuses. Il appartient avant tout aux gouvernements qui reçoivent une aide d'apprécier l'efficacité de l'assistance technique. Aussi la délégation britannique approuve-t-elle la résolution que le CAT a adoptée à l'unanimité (E/2923, par. 34) et qui tend à faire de l'examen critique du Programme une tâche continue, intégrée aux activités courantes.

19. Le Conseil a discuté longuement, à sa vingt-deuxième session, de la question de l'utilisation des monnaies. L'application des mesures préconisées dans sa résolution 623 B III (XXII) faciliterait le fonctionnement du programme; c'est pourquoi le représentant du Royaume-Uni souhaite vivement qu'aucune modification ne soit apportée aux mesures recommandées par le Conseil. Pour cette raison, il est opposé au projet de résolution présenté par la Roumanie et la Tchécoslovaquie (A/C.2/L.283) et approuvera toute proposition tendant à appuyer la résolution du Conseil.

20. Sir Alec Randall constate avec inquiétude, comme l'a fait le Groupe d'étude des questions administratives dans son rapport (E/TAC/58), qu'en ce qui concerne le programme d'ensemble pour 1957, les prévisions relatives au Secrétariat du BAT et celles qui ont trait aux dépenses administratives et au coût des services d'exécution des organisations participantes dépassent le chiffre qui avait été autorisé pour 1956; de plus, il y a accroissement des dépenses d'administration et du coût des services d'exécution par rapport au coût total du Programme. Si l'on ne faisait rien pour enrayer cette tendance, l'efficacité du Programme pourrait s'en trouver compromise. Le représentant du Royaume-Uni espère que l'on pourra, dans les années à venir, réduire les dépenses d'administration.

21. Sans vouloir nier la grande importance de l'assistance technique en matière d'administration publique, la délégation britannique a toujours pensé que toute nouvelle activité dans ce domaine devait être financée au moyen des fonds du Programme élargi. Les arguments qui figurent dans les documents A/C.2/189 et Add.1 et ceux qu'a avancés le Directeur général de l'AAT (389ème séance) ne paraissent pas suffisamment convaincants pour entraîner un changement dans l'attitude de la délégation britannique.

22. M. NORDHAL (Norvège) déclare que le passage de l'ancien système à celui des programmes nationaux s'est opéré sans heurt, pour le plus grand bien des pays sous-développés. Les renseignements donnés dans le rapport du BAT devraient dorénavant être assez complets pour que l'on puisse procéder à l'examen critique indispensable pour l'établissement des programmes futurs.

23. La Norvège a participé activement, tant au CAT qu'au Conseil économique et social, à l'élaboration de la

résolution 623 B III (XXII) dans laquelle le Conseil recommande l'adoption de principes utiles touchant l'utilisation des monnaies. La seule restriction contenue dans cette résolution concerne les pays qui, depuis un certain temps, offrent des contributions inutilisables sur une base multilatérale. Les dispositions que les délégations roumaine et tchécoslovaque voudraient supprimer sont en réalité tout à fait nécessaires. Le solde à reporter sur l'année suivante a déjà été réduit de manière sensible grâce à la politique avisée du CAT, dont témoigne la résolution; la Commission devrait approuver l'ensemble du système d'utilisation des monnaies préconisé par le CAT.

24. La délégation norvégienne est l'un des auteurs du projet de résolution tendant à recommander que la composition du CAT soit élargie; cette mesure aurait d'heureux effets en ce qui concerne tant le CAT que le Programme élargi. La délégation norvégienne approuve également la proposition du Secrétaire général d'augmenter les crédits consacrés à l'assistance technique en matière d'administration publique. Le Secrétaire général a mentionné des cours qui seraient organisés, avec le concours d'universités, sur les principales matières de l'administration publique (A/C.2/189, par. 22). La délégation norvégienne approuve cette idée, mais elle voudrait savoir comment ces cours seront financés.

25. M. LYCHOWSKI (Pologne) déclare que sa délégation partage le sentiment général que le Programme élargi ne représente, en dépit de son utilité, qu'une aide d'un faible volume, au regard des besoins énormes des pays sous-développés. Ce programme constitue un excellent exemple de collaboration internationale, mais il ne saurait résoudre le principal problème qui se pose à la Commission, à savoir élever le niveau de vie de plus de la moitié de l'humanité.

26. L'organisation de l'assistance technique exige avant tout que l'on s'assure de l'entière utilisation des ressources limitées dont on dispose et que l'on veille à en tirer tout le parti possible. On a beaucoup fait pour réduire les dépenses d'administration et éliminer la bureaucratie, mais de nouveaux progrès restent à réaliser. C'est ainsi qu'au cours des trois dernières années, la Pologne a offert une contribution au Programme élargi, mais, sur les 13 experts proposés, un seul est, à ce jour, parti en mission à l'étranger. On doit certainement pouvoir remédier à cette situation sans tarder.

27. Il est également regrettable qu'un pays industrialisé aussi important que la République démocratique allemande n'ait pas été autorisé à fournir l'aide qu'il a offerte si volontiers. On a prétendu que cette aide avait été refusée pour des raisons de procédure, mais il est absolument évident que le désir de la République démocratique allemande de participer au Programme se heurte à une politique de refus délibérée. Le Liechtenstein, qui du point de vue juridique semble être exactement dans la même situation que la République démocratique allemande, a été autorisé à participer au Programme malgré l'aide limitée qu'il peut offrir. L'exclusion de la République démocratique allemande contraste singulièrement avec le désir exprimé dans le projet de résolution commun d'admettre au CAT un plus grand nombre d'Etats non membres.

28. La résolution 623 B III (XXII) du Conseil contient une disposition qui s'oppose aussi à l'utilisation intégrale des ressources. La question de l'utilisation des monnaies n'a rien à voir avec le caractère multilatéral du Programme. C'est ainsi qu'à la suite de l'accord conclu entre le Gouvernement polonais et l'Organisation

des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du Programme élargi, des experts polonais ont été envoyés non pas dans un seul pays, mais dans 24 pays, bien que la Pologne ait versé ses contributions en monnaie non convertible. Ce n'est pas le type de monnaie dans lequel sont versées les contributions qui gêne la pleine utilisation des ressources, ce sont les lenteurs administratives. La délégation polonaise votera donc pour le projet de résolution présenté par les délégations roumaine et tchécoslovaque.

29. Le Gouvernement polonais continuera de donner son appui aux programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, mais il croit que l'on peut étendre encore leur portée et leur efficacité.

30. M. TSAI (Chine) note avec satisfaction les progrès accomplis dans le cadre du Programme élargi au cours de l'année écoulée.

31. D'après le rapport du Secrétaire général contenu dans le document A/C.5/667, la proposition d'envoyer des fonctionnaires de l'AAT dans diverses régions du monde a été mise en œuvre à titre expérimental. Si elle devait être mise en œuvre intégralement, la délégation chinoise pense qu'il serait bon d'établir un plan pour coordonner les travaux des fonctionnaires détachés du Siège, des représentants résidents du BAT et du secrétariat des commissions économiques régionales.

32. Une bonne administration publique est indispensable pour établir des programmes de développement efficaces et les mener à bien. Les pays bénéficiaires sont de plus en plus nombreux à se rendre compte de leurs besoins dans ce domaine. Aussi la délégation chinoise approuve-t-elle pleinement la proposition du Secrétaire général d'augmenter les crédits réservés à l'assistance technique en matière d'administration publique.

33. La délégation chinoise approuve également les modifications que le Conseil propose, dans sa résolution 623 B II (XXII), d'apporter à la procédure financière applicable au Fonds de roulement et de réserve. Ces modifications apporteront plus de souplesse dans la gestion du Fonds.

34. La délégation chinoise approuve la recommandation formulée par le Conseil dans sa résolution 623 B III (XXII) selon laquelle les gouvernements devraient être invités à ne pas verser plus de 500.000 dollars en monnaies inconvertibles.

35. La suggestion formulée dans le rapport du BAT intitulé *Perspectives d'avenir*, selon laquelle les prévisions de recettes du Programme devraient être fixées à 50 millions de dollars, mérite d'être accueillie favorablement par tous les gouvernements participants. Etant donné que les demandes des gouvernements se font de plus en plus nombreuses — M. Keenleyside a indiqué que l'AAT recevait chaque jour deux nouvelles demandes extra-budgétaires et que le Programme actuel ne permettait de faire face qu'à moins d'un quart des besoins déclarés des gouvernements — le chiffre de 50 millions de dollars n'est pas excessif. M. Tsai espère que l'on atteindra ce chiffre en 1958 ou peu après.

36. M. OMPI (Indonésie) déclare que sa délégation a été frappée par les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes d'assistance technique et qu'elle a noté avec satisfaction l'augmentation des ressources financières. Le Gouvernement indonésien approuve le système des programmes nationaux, qui est manifestement meilleur que le système précédent. Mais des problèmes restent encore à résoudre, notamment en ce qui concerne l'utilisation des monnaies, le détachement de fonctionnaires du Siège auprès des bureaux des com-

missions économiques régionales et la non-participation des Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation.

37. La délégation indonésienne appuie la demande d'une augmentation des crédits consacrés à l'assistance technique en matière d'administration publique dans le cadre du programme ordinaire: une bonne administration publique est la condition essentielle de l'efficacité de toute assistance technique. A cet égard, l'Indonésie estime que l'idée d'établir une université des Nations Unies mérite d'être approfondie.

38. En ce qui concerne les experts, M. Ompi pense qu'il serait souhaitable que les spécialistes choisis aient l'expérience non seulement d'un pays colonial, comme c'est souvent le cas, mais également d'un pays devenu souverain depuis peu. Les experts doivent également bénéficier de la confiance des gouvernements qui les reçoivent; cette condition est étroitement liée à la première.

39. L'assistance technique peut revêtir des formes très diverses, et, bien qu'il soit en effet raisonnable de permettre aux gouvernements de faire eux-mêmes leur choix, il leur serait peut-être utile de disposer d'études objectives indiquant l'utilité respective des différents types d'assistance qui leur sont offerts.

40. M. Ompi exprime la gratitude de son gouvernement envers tous les organes des Nations Unies qui participent aux programmes d'assistance technique pour l'œuvre précieuse qui s'accomplit en Indonésie.

41. M. ENCINAS (Pérou) déclare que son pays a tout lieu d'être reconnaissant de l'assistance technique qu'il a reçue de l'Organisation des Nations Unies et de celle dont il a bénéficié aux termes d'accords bilatéraux. Le Pérou en a grand besoin, car le progrès technique lui est indispensable pour surmonter les difficultés qu'il connaît comme tout pays en voie de développement dont la population croît rapidement et dont la main-d'œuvre est relativement peu nombreuse. Le Pérou a demandé l'aide de l'Organisation dans bien des domaines et l'on peut dire que les résultats ont été presque toujours heureux. L'assistance reçue s'est faite de plus en plus efficace avec l'expérience. Si le Pérou a bénéficié de l'assistance technique, il a aussi contribué à la fournir; en 1955, 16 spécialistes péruviens sont allés en mission dans divers Etats Membres et le gouvernement a récemment annoncé son intention de renouveler sa contribution au Programme élargi pour 1957.

42. Le financement de l'assistance technique pose un problème sérieux et qui le devient de plus en plus car, avec le temps, les dépenses tendent à augmenter plutôt qu'à diminuer. Non seulement les programmes ont aujourd'hui atteint un niveau où les dépenses de personnel sont plus élevées, mais encore les besoins d'assistance des pays bénéficiaires sont grandissants alors que ces pays sont de moins en moins capables d'apporter une contribution en rapport avec l'aide qu'ils reçoivent. Il faut donc étudier les moyens d'accroître les fonds destinés à l'assistance technique et d'étendre les services en s'efforçant, autant que possible, d'éviter que cela se traduise par une augmentation des dépenses.

43. Tout d'abord, il faut évidemment faire appel à la générosité des Etats Membres, mais il existe une limite au montant des contributions qu'ils peuvent verser. La délégation péruvienne demandera donc à l'Organisation de rechercher l'aide d'organisations et de fondations privées parmi lesquelles beaucoup ont non seulement montré l'intérêt qu'elles portaient à cet aspect de l'œuvre des Nations Unies mais y ont également participé activement. Le Secrétaire général a d'ailleurs mentionné une

de ces organisations dans le document A/C.2/189. Il y a également des sociétés et compagnies qui possèdent des agences ou des filiales dans les pays économiquement sous-développés, où elles exercent une grande influence sur le développement économique et technique. Sur le plan national, ces sociétés consacrent souvent des sommes considérables au perfectionnement professionnel et technique de leur personnel, ou aux donations qu'elles font à des universités ou à des centres de formation technique. Elles pourraient faire de même sur le plan international. La délégation péruvienne a été informée que de nombreuses sociétés n'attendent pour cela que la mise en place des rouages nécessaires.

44. Pour utiliser au mieux les fonds réservés à l'assistance technique, on pourrait aussi combiner la méthode qui consiste à envoyer des experts à d'autres méthodes tout aussi efficaces et moins coûteuses. Il y a évidemment des cas où il est indispensable d'envoyer un spécialiste sur place, mais on peut envisager d'autres possibilités, par exemple celle de développer le système des bourses d'études et de perfectionnement, d'utiliser les moyens d'information des masses comme la radio, le cinéma et la télévision, de recruter des volontaires et de mieux répartir les ressources techniques à l'intérieur des frontières d'un pays donné. Le système des bourses — que les Nations Unies connaissent d'ailleurs — pourrait prendre beaucoup plus d'importance; chaque bourse n'entraîne que des frais peu élevés et les résultats sont excellents. Quant à la deuxième méthode, les films éducatifs et les bandes de démonstration pourraient souvent remplacer les spécialistes, ce qui serait moins onéreux. Les programmes de radio et de télévision pourraient servir aux mêmes fins. En formulant sa troisième suggestion, le représentant du Pérou s'inspire de l'idée qu'il y a certainement dans chaque pays, notamment dans les pays les plus industrialisés, des personnes qui possèdent des connaissances techniques, professionnelles ou semi-professionnelles et qui offriraient volontiers leurs services à des organismes d'assistance technique contre une rémunération de pure forme. Enfin, il est de fait que, dans les pays sous-développés, les ressources humaines et techniques se trouvent en général concentrées dans une région donnée, où se trouve le plus souvent le centre de la vie politique, économique et sociale du pays. D'autre part, il arrive très fréquemment que l'on ne songe pas à ces ressources. C'est pourquoi, le pays intéressé doit avant tout découvrir dans ses frontières les spécialistes disponibles et doit les répartir sur son territoire avant d'en faire venir de l'étranger.

45. Le Pérou a observé avec intérêt l'expérience de décentralisation administrative des services de l'assistance technique qui s'est effectuée dans certaines régions d'Amérique latine; il pense, avec le Secrétaire général, qu'il serait bon de la poursuivre en 1957 et d'ajourner, pour le moment, toute décision à ce sujet. La délégation péruvienne donne également son appui à la proposition du Secrétaire général d'accroître les fonds prélevés sur le programme ordinaire au profit des projets d'administration publique; le Pérou a demandé qu'on lui envoie une mission de spécialistes en matière d'administration publique car le développement de cette branche est essentiel à son développement économique général.

46. M. BAIER (Autriche) fait observer que, si c'est la première fois que sa délégation est représentée à la Deuxième Commission, son pays, avant même de devenir Etat Membre de l'Organisation, avait activement participé aux programmes d'assistance technique tant en qualité de bénéficiaire qu'en qualité de contribuant.

47. L'Autriche doit actuellement faire face à de graves problèmes de politique budgétaire, mais elle entend cependant verser sa contribution de 1 million de schillings au fonds de l'assistance technique. Elle veut le faire pour trois raisons: d'abord parce que les différences qui existent entre les niveaux de vie dans les différentes parties du monde appellent des efforts sérieux pour augmenter la productivité des pays sous-développés et que les programmes de l'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies se sont révélés un moyen efficace à cette fin; ensuite, parce que la coopération offre le moyen de loin le plus économique d'entreprendre les recherches techniques qui sont nécessaires à tous les pays sans exception; enfin, parce qu'on s'est aperçu que les échanges de vues et de renseignements auxquels donne lieu l'exécution des programmes favorisent la compréhension entre les peuples. En outre, il ressort clairement des rapports dont la Commission est saisie que, sur les sommes dépensées au titre du développement économique, ce sont celles consacrées à l'assistance technique qui ont produit les résultats les meilleurs. C'est pourquoi il faut s'efforcer d'exécuter au plus vite les programmes approuvés; si, pour une raison quelconque, un programme se révèle inapplicable, il convient d'utiliser immédiatement à d'autres fins les fonds qui y étaient affectés.

48. Le représentant de l'Autriche tient à rappeler à la Commission que son pays possède une grande expérience technique et des connaissances étendues et qu'il est prêt à les mettre au service d'autres pays dans le cadre des programmes d'assistance technique. En même temps, pour des raisons évidentes, l'Autriche continue à faire face à des problèmes cruciaux dans certaines branches de son économie; elle serait reconnaissante envers les pays qui l'aideraient à résoudre ces problèmes et accueillerait avec joie des bourses d'études et de perfectionnement à utiliser dans des pays plus avancés dans ces domaines.

49. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que l'on a mentionné la décision de l'Union soviétique de verser le quart de sa contribution en monnaies étrangères. Il tient à préciser la position de sa délégation sur ce point. L'Union soviétique adhère fermement au principe selon lequel les contributions volontaires au fonds de l'assistance technique sont payables, sans restriction, dans la monnaie nationale du contribuant. Aucune monnaie, quelle qu'elle soit, ne doit avoir la préférence; le rouble est une des monnaies les plus stables. L'Union soviétique a des ressources matérielles suffisantes, un niveau élevé de production et de technique et des spécialistes hautement qualifiés, ce qui lui permet de fournir aux pays sous-développés, dans tous les domaines, une assistance technique efficace et avantageuse.

50. L'Union soviétique a décidé de verser une partie de sa contribution en une monnaie convertible pour répondre à la demande que le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique lui a adressée à Genève le 23 juillet 1956, lors de la vingt-deuxième session du Conseil. L'Union soviétique a consenti à verser en monnaies étrangères un montant équivalant à 25 pour 100 au plus de sa contribution pour couvrir les frais des spécialistes soviétiques à l'étranger, les frais de voyage aller et retour des participants aux cycles d'études, des boursiers et du personnel des institutions spécialisées envoyés en URSS, ainsi que le transport et l'installation du matériel de démonstration soviétique. L'Union soviétique a donc accepté de verser une partie de sa

contribution en monnaies étrangères à seule fin de permettre à l'AAT d'utiliser au plus vite sa contribution.

51. La délégation soviétique s'était vigoureusement opposée à l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution 623 B III (XXII) relative à l'utilisa-

tion des monnaies et elle appuie énergiquement le projet de résolution présenté par la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

La séance est levée à 13 h. 5.